

07 - 2026

RÉCIT

Souvenirs pour demain

De l'exercice de l'opposition  
à l'exercice du pouvoir

—Boris Vallaud

Fondation  
Jean Jaurès  
ÉDITIONS

**Boris Vallaud** est député, président  
du groupe Socialistes et apparentés  
de l'Assemblée nationale.

# Ce grand cadavre à la renverse

« Quand on va jusqu'au bout de la nuit, on rencontre une autre aurore.  
Le démon de notre cœur s'appelle "À quoi bon !". »  
George Bernanos, 22 décembre 1944<sup>1</sup>

La V<sup>e</sup> République est un grand cadavre à la renverse depuis si longtemps qu'elle n'a rien du régime intérimaire dont Pierre Mendès France disait en 1962 : « Chacun le voit s'user, s'essouffler, courir sur sa fin<sup>2</sup>. » Un grand cadavre traversant les crises, se renforçant dans l'épreuve, se perpétuant dans les alternances. Certains le disent, le croient ou l'espèrent immortel. En réalité, il n'en finit pas de mourir. Bien sûr, je connais depuis longtemps déjà, comme une grammaire d'évidences entendues, un petit bréviaire incorrect, les accusations dont, aux deux bouts d'une chronologie critique, François Mitterrand et Arnaud Montebourg sont les voix sans indulgence. Née d'un « coup d'État<sup>3</sup> » promis à la permanence, elle ne peut que mourir d'être devenue une « machine à trahir<sup>4</sup> » la volonté du peuple. Peu importe que cela soit totalement vrai ou absolument faux. Force est de constater dans le désamour des citoyens pour leurs représentants, pour leurs institutions, pour leur régime, dans la lassitude, le sentiment d'impuissance ou la perte de sens qui n'épargne aucun homme ou aucune femme politique, une forme d'acquiescement résigné à l'idée que nous voici au bout de quelque chose.

J'en ai pour ma part acquis la conviction dès 2017, dans les longues nuits de solitude du député d'opposition, élu d'une famille politique en définitive battue, qui se demande bien ce qu'il peut faire face à la

marée montante d'une majorité En marche plus absolutiste qu'absolue ; dans la brutalité de l'exercice du pouvoir d'Emmanuel Macron tenant en mépris les Français, à distance le dialogue social et les élus locaux, en suspicion le débat parlementaire, au risque de légitimer les formes les plus désordonnées de la contestation ; dans la collusion de plus en plus décomplexée et cynique des droites que plus grand-chose ne sépare, pas même une certaine idée de la France ; dans le regard tantôt incrédule, tantôt hostile des femmes et des hommes de ma circonscription auxquels je consacre l'essentiel de ma vie et qui se demandent ce que je fais pour eux ; dans les doutes qui m'assaillent sur ce que représenter veut dire et implique.

J'en ai consolidé la certitude dans le brouillard épais d'un lendemain de dissolution, devant les portes obstinément fermées de Matignon à une gauche pourtant arrivée en tête des élections, dans la censure coûteuse, puis dans la non-censure douloureuse de deux gouvernements successifs dont j'ai et je reste l'adversaire résolu, dans la recherche incertaine et risquée du compromis, toujours imparfait, dans le dialogue assumé, mais inédit avec un pouvoir si longtemps combattu et à tout dire honni, dans une réflexion inachevée, mais nécessaire sur ce que peut être l'exercice de l'opposition.

1. Georges Bernanos, « Conférence aux étudiants brésiliens, Rio de Janeiro », 22 décembre 1944.  
2. Pierre Mendès France, *La République moderne*, Paris, Gallimard, 1962.  
3. François Mitterrand, *Le coup d'État permanent*, Paris, Plon, 1964.  
4. Arnaud Montebourg, *La machine à trahir*, Paris, Gallimard, 2000.

## 9 juin 2024

Un peu avant 20 heures, dans la salle de meeting des élections européennes de La Belvilloise, bruissant du bonheur encore contenu des militants, un message sur mon téléphone, « dissolution ». Ma colère est immédiate, elle est immense. Comment peut-on prendre ainsi le risque de livrer notre pays aux bonimenteurs du Rassemblement national (RN) ? À moins qu'il ne s'agisse précisément de cela dans un mélange de cynisme inouï et d'inconséquence coupable ? Dans quel but ? À quelle fin ? Emmanuel Macron vient de précipiter la politique hors de son orbite. Dans les rangs des militants encore présents, dans les regards et la voix des députés que je réunis en urgence, je lis la sidération et j'entends la peur. La détermination surtout à rejoindre son poste de combat, car c'est bien de cela qu'il s'agit désormais. Ça sera le Nouveau Front populaire (NFP) au premier tour, puis le front républicain au second tour, par conviction ou par nécessité.

Le pire a été évité, mais la clarification prétendument attendue nous a en réalité plongés dans l'obscurité. La gauche n'a pas gagné sans avoir tout à fait perdu, tandis que les grands battus, obstinément, gouvernement, qu'ils perdent les élections ou la confiance, qu'ils soient censurés ou qu'ils démissionnent. Le bloc central, de bric et de broc, n'a plus grand-chose de central, ni rien d'un bloc. Le RN, lui, reste en embuscade, se pose en arbitre, attend son heure. Nous ne reconnaissons plus ni les lieux qui nous étaient connus, ni les manières qui jusqu'alors nous étaient familières. Nous voici plongés dans un capharnaüm politique et institutionnel insondable, plaçant chacun d'entre nous, représentants issus des urnes, face à une insondable aporie : que faire de la volonté du peuple telle qu'elle s'est exprimée dans les urnes, au premier tour puis au second ? Et d'abord, quelle est-elle, où la trouver ?

La V<sup>e</sup> République est morte, la VI<sup>e</sup> n'est pas née. Nous voici désormais sous l'empire d'un régime incapable de dire ce qu'il est, sans majorité, sans grammaire connue, aux pratiques – parfois anciennes – bousculées, somnambule avançant à tâtons. Les majorités, de circonstance, de connivence ou de hasard, changent, texte après texte, amendement après amendement. Les combinaisons d'un jour se font, se défont, parfois se retournent contre elles-mêmes. Le front républicain n'est plus qu'un mot, à peine un souvenir. Ceux qui devaient en être les remparts sont devenus les alliés objectifs de l'extrême droite. Et nous voilà témoins accablés de l'union des droites et de leurs lois suintant la régression, la barbarie et le mensonge.

« Où est le peuple ? », se demande le peuple lui-même face au spectacle lamentable d'un Parlement à bout de souffle et d'un gouvernement refusant le plus souvent de tirer la moindre leçon des échecs du macronisme finissant et capable pourtant de poser le plus injuste des budgets comme un acte héroïque. « Nous étouffons parmi les gens qui pensent avoir absolument raison<sup>1</sup> », disait Camus. La vie politique et parlementaire étouffe, suffoque, s'effondre. Le sentiment de vacuité est partout. Les bancs de l'hémicycle se vident, les ministres ne se déplacent même plus. Plus rien ne fonctionne. L'espérance s'est muée en désespérance. Les propositions de loi ont remplacé les projets de loi, même si peu arrivent au bout de leur chemin parlementaire. Le pouvoir est au Palais-Bourbon, mais nous l'avons abandonné à Matignon, et l'Élysée refuse de le rendre. La radicalisation vindicative de la politique a pour corollaire le refus du dialogue. Tout est à l'envers, et l'on ne retrouve pas l'endroit.

1. Albert Camus, « Le siècle de la peur », *Combat*, 1948.

## 5 septembre 2024

Avec la nomination de Michel Barnier, la farce estivale qui avait moins passionné les Français que les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) s'achève dans une forme de trahison, silencieuse, mais bien réelle, du suffrage universel, notre juge pourtant et notre maître à tous. En Espagne, la droite espagnole arrivée en tête des élections législatives de juin 2018 s'était vu confier la responsabilité de constituer un gouvernement et c'est à la suite de son échec que la mission en fut confiée à Pedro Sánchez, toujours Premier ministre. « Vérité au deçà des Pyrénées, erreur au-delà<sup>1</sup> » ? En France, à l'été 2024, la gauche ne gouvernera pas, pas même un jour. On ne lui aura pas laissé le loisir d'être renversée ou l'humiliation d'échouer à trouver une majorité pour se maintenir. « Le Nouveau Front populaire au gouvernement, le front républicain à l'Assemblée nationale », avais-je alors revendiqué avec le reste de la gauche, dans une formule respectueuse des électeurs de premier tour qui avaient mis le NFP en tête des élections législatives, et de ceux du second tour qui avaient fait échec à l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Déjà se dessinait par nécessité une méthode, une pratique – chercher des majorités texte par texte sur la base de quelques priorités –, qu'un courrier conjoint du 12 août 2024 de tous les présidents de groupes de la gauche, ainsi que de Lucie Castets, à leurs homologues des deux chambres avait consolidée. Il s'agissait alors de répondre à la « demande de changement des pratiques politiques et démocratiques » exprimée par les Français, « de faire vivre une Assemblée nationale certes fragmentée et sans majorité, mais surtout pluraliste » et dès lors de « tenir compte du fait que la majorité [...] n'est que relative et nécessite de convaincre au-delà des rangs du NFP pour construire des majorités parlementaires ». Les signataires se portaient alors garants, s'ils

devaient gouverner, de ce changement de pratique... Il n'était pas question d'appliquer « tout le programme, rien que le programme », il n'en a été question que dans l'esprit de ceux qui, en réalité, ne voulaient pas gouverner. Les mains propres, mais pas de mains, comme toujours. Le courrier demeurera sans réponse.

L'homme a, dit-on, conclu l'accord du Brexit ; il est précédé d'une réputation d'habile négociateur. Une nouvelle méthode donc, une culture revendiquée du compromis, la promesse de la concertation... En réalité, tout cela n'aura été rien de plus qu'un bruit qui court. J'ai le souvenir de la rare, et à tout dire de la seule, rencontre que nous ayons eue à l'hôtel de Matignon avec Michel Barnier et le sentiment, de part et d'autre de la table – du mien en tout cas – qu'il est bien tard pour mieux faire. « Si je suis renommé, me dira-t-il quelques minutes avant d'être renversé, il faudra qu'on se parle ». Ce jour-là, à la question de savoir pourquoi il n'avait jamais proposé de compromis à la gauche, il me répondit un confondant « je pensais que vous étiez dans l'opposition ». Précisément, et avec qui d'autre nouer un compromis ? Il l'avait, à notre sens coupablement, cherché avec le RN qui lui avait accordé son indulgence au premier jour de son ministère, oubliant la majorité absolue des femmes et des hommes, unis dans l'idéal d'une République laïque, sociale et fraternelle, épris de justice et de démocratie, qui s'étaient retrouvés, comme à chaque fois que l'histoire l'a exigé, pour défendre l'essentiel et empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. La majorité de compromis se transformait ainsi en un gouvernement de connivence, enfermé dans un tête-à-tête humiliant avec l'extrême droite, jusqu'à citer Marine Le Pen dans un communiqué de Matignon<sup>2</sup>. Impensable, inadmissible.

1. Blaise Pascal, *Pensées*, 1654.

2. Hôtel de Matignon, 2 décembre 2024.

La première censure qui fit tomber ce gouvernement était à cet égard un rappel à l'ordre, au sursaut moral de celles et de ceux qui avaient été élus dans l'élan du front républicain et que j'interpellais à la tribune en ces termes : « Le choix qui s'offre à vous est simple. Préférez-vous négocier avec une gauche [...], que certains jugent imparfaite, mais avec laquelle la plupart d'entre vous partagent l'essentiel des combats républicains, ou continuer de courber l'échine aux injonctions de Mme Le Pen ? Préférez-vous la laisse et le bâton du RN ou la responsabilité républicaine, au prix de négociations parlementaires exigeantes ? »

Je n'ai jamais eu la fascination du spectacle de la chute. Cela peut paraître paradoxal, et d'aucuns ne manqueront pas de mettre en cause ma sincérité ou ma bonne foi, mais je n'ai jamais espéré cette motion de censure. Je crois pouvoir dire que je l'ai même redoutée. Elle s'est présentée à moi, comme à la très grande majorité de mes collègues socialistes, comme une nécessité autant que comme une fatalité. Pour la seconde fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, nous allions renverser un gouvernement, prenant parfaitement alors la mesure de la gravité du moment, quand d'autres, nourris d'un esprit de revanche ou d'une aspiration pure et simple au désordre, n'en éprouvaient qu'une jubilation non feinte. Le 24 novembre 2024, à quelques jours à peine de renverser Michel Barnier, je suis l'invité de

« Questions politiques » sur France Inter. La censure est dans tous les esprits. Certains l'espèrent, d'autres la redoutent. Elle me taraude. Qui serions-nous, ou qui croirions-nous être, pour ne pas voir les périls du moment ? Elle n'est pas pour moi une fin en soi, une façon de faire renaître « le mauvais génie d'autrefois qui hantait l'hémicycle », comme le déclarait George Pompidou le 5 octobre 1962 en référence à la IV<sup>e</sup> République. Cette motion de censure n'est pas un outil de déstabilisation ou de chaos institutionnel. Elle vise à renouer le dialogue républicain, à proposer une nouvelle méthode, à faire vivre ce parlementarisme de fait que les Français ont consacré par leur vote, à rechercher l'accord de non-censure dont je formule pour la première fois l'hypothèse à l'antenne en ce dimanche de novembre, comme président du groupe socialiste, invitant par avance les forces républicaines à le rechercher et à se réunir pour cela sans délai. Sans surprise, Jean-Luc Mélenchon crie à la trahison, accusant les socialistes d'être « à la recherche d'une union nationale, pour transformer le NFP en nouveau socle commun ». Sans surprise non plus, quelques socialistes dubitatifs dénoncent une « initiative individuelle »... Ils s'y rangeront pourtant, pour la plupart jusqu'à ce jour. Pour les autres, sur d'autres bancs, silence gêné, vrais doutes et hésitations sincères, petites lâchetés présentées comme un grand courage.

## « Souvent nous aurons à y revenir »

Tout est à l'envers dans cette assemblée pluraliste que se disputent désormais onze groupes parlementaires. Un record autant qu'un comble pour un scrutin uninominal à deux tours censé donner des majorités nettes ! Le fait minoritaire s'est substitué au fait majoritaire<sup>1</sup>, tel un inconnu assis à la table de famille. Un parlementarisme de fait a éclos, mais il est peuplé de parlementaires sans culture parlementariste. Je le dis sans mal, je suis de ceux-là, jouant depuis trop longtemps une partition écrite par d'autres avant moi. Nous ne sommes ni l'Allemagne, ni le Parlement européen, moins encore la Suisse avec son modèle de « démocratie consensuelle » ; dire sa détestation de la monarchie présidentielle, dénoncer le macronisme comme une confiscation démocratique ou espérer d'un changement de régime qu'il donne toute sa place au Parlement ne fait pas une méthode, encore moins une pratique. Que faire ? J'avais, dès le 14 septembre 2022, alors que déjà manquait à l'hémicycle une majorité absolue, adressé à la présidente de l'Assemblée nationale six pages de propositions destinées à penser une nouvelle pratique parlementaire. Il s'agissait de tenir compte et de confirmer les Français dans leur souhait d'une nouvelle centralité du Parlement et d'une délibération continue prenant en considération la diversité des sensibilités républicaines désormais représentées. Courrier laissé sans réponse.

Je redoutais alors cette situation déjà décrite par Eugène Pierre en 1902 dans son *Traité de droit politique électoral et parlementaire*<sup>2</sup> : « Lorsque les majorités craignent de voir leur programme disparaître dans une embuscade, lorsque les minorités sont obligées de veiller l'arme au poing pour défendre leurs droits les plus légitimes, le temps se consume

en escarmouches misérables ; on passe sa vie à faire faction devant des tentes immobiles ; on tourne dans un cercle sans horizon et sans air ; personne n'ose aller en avant. Il n'y a plus de place pour ces grandes et nobles batailles d'idées qui donnent du butin même aux vaincus. » L'expérience aura confirmé ma crainte de la pire des manières avec la réforme des retraites et Élisabeth Borne, qui gouverna à coups de 49.3 sans concessions ni débats. Cette figure consacrée d'une démocratie expéditive, comme on le dit de la justice, aura achevé de désespérer les électeurs privés de la délibération démocratique qu'ils appelaient de leurs vœux. De quoi céder au démon de son cœur, ce « à quoi bon ? » que dénonçait Bernanos<sup>3</sup>. Mais il ne s'agissait là que de propositions techniques, la plus grande des réformes politiques était en nous-mêmes, dans cette idée de la démocratie défendue par Pierre Mendès France : « La démocratie, c'est beaucoup plus que la pratique des élections et le gouvernement de la majorité : c'est un type de mœurs, de vertu, de scrupule, de sens civique, de respect de l'adversaire, c'est un code moral<sup>4</sup>. »

Président du groupe Socialistes et apparentés, je suis, modestement, le dépositaire temporaire d'une grande histoire, celle du socialisme français, qui siège sur les bancs de l'Assemblée nationale depuis plus de cent trente ans. Or, en me retournant sur cette histoire, je constate que certains des plus grands combats qu'a menés le socialisme, et qui font désormais partie de notre histoire commune, l'ont été alors que les socialistes ne disposaient pas de majorité et que, bien souvent, il n'en existait aucune dans l'hémicycle. Les débuts de la IV<sup>e</sup> République ont à cet égard quelques titres de gloires : l'application du programme du Conseil national de la Résistance ; la fermeture du

1. Denis Baranger et Olivier Beaud, *La dissolution de la V<sup>e</sup> République*, Paris, Les petits matins, 2025.

2. Eugène Pierre, *Traité de droit politique électoral et parlementaire*, Paris, Librairies, imprimeries réunies, 1902.

3. Georges Bernanos, « Conférence aux étudiants brésiliens, Rio de Janeiro », *op. cit.*, 1944.

4. Pierre Mendès France, *La vérité guidait leurs pas*, Paris, Gallimard, 1976.

bagne de Cayenne ; la nationalisation des banques et des industries de l'énergie ; le retour à la semaine de quarante heures ou la création de la Sécurité sociale... Ce fut une majorité qui allait de la démocratie chrétienne jusqu'aux communistes en passant par les socialistes qui présida à cette œuvre. Une majorité parlementaire qui donna aussi bien sa confiance à un socialiste comme Félix Gouin qu'à un démocrate-chrétien comme Georges Bidault.

En remontant à plus loin encore dans l'histoire, on songe à cette III<sup>e</sup> République fatiguée, où se succédaient les scandales et les affaires, jusqu'au plus grand péril : l'affaire Dreyfus. La République était en danger. Et en 1899, après une énième provocation nationaliste, au plus fort de la crise, le gouvernement de Waldeck-Rousseau obtint la confiance d'une large partie de l'Assemblée, qui allait du centre droit jusqu'aux amis de Jean Jaurès, qui sera pour cela haï longtemps par une partie des socialistes. Or, ce gouvernement sera le plus long de la III<sup>e</sup> République et réussira à mettre fin à l'affaire Dreyfus, portera la loi d'encadrement de la durée du travail des femmes et des enfants, la loi sur les associations de 1901 comme les premiers pas de la syndicalisation des

fonctionnaires... Et c'est toujours avec le soutien de la gauche et des socialistes que cette Assemblée votera l'immortelle loi de séparation des Églises et de l'État. Si j'osais, avec quelques excès, je dirais que ce que la République a réalisé de plus glorieux, elle l'a réalisé précisément dans ces périodes où l'absence de majorité constituée l'a obligée à travailler à des compromis durables.

Dans *La Dépêche de Toulouse*, le 29 juin 1899<sup>1</sup>, Jean Jaurès s'appliqua à justifier son appui au gouvernement Waldeck-Rousseau, qui n'était pourtant pas le sien et où siégeait le général Gaston de Galliffet, l'un des principaux responsables du massacre de la Commune de Paris. Il termina son analyse de ce moment décisif pour la gauche par cette formule : « souvent nous aurons à y revenir » ; une formule à laquelle l'historien Vincent Duclert donna un sens, qu'il me rappela dans un message qu'il m'adressa en décembre 2024, que je ne perdis jamais de vue : « Jaurès donnait ici rendez-vous à l'avenir, à nous-mêmes, conscient que le vote historique du 26 juin 1899, avec la gauche se portant au secours de la République, engageait l'identité morale des socialistes. »

1. Jean Jaurès, « En avant », *La Dépêche de Toulouse*, 29 juin 1899, reproduit dans Vincent Duclert, *Jaurès. La République*, Toulouse, Privat, 2014.

## « L'opposition, ça s'oppose »

« L'opposition, ça s'oppose » : voilà qui est simple et clair ; parfaitement codifié depuis des décennies. Un peu feignant cependant et un peu court, surtout dans cette assemblée sans majorité. Nous voici, de fait, arrachés au confort moelleux de l'opposition et de l'irresponsabilité, dont parlait, piquant, Guy Carcassonne dans son mémorable article à la revue *Pouvoirs* de janvier 2004 intitulé « Le bonheur de l'opposition<sup>1</sup> » : pas de précautions à prendre, ni dans les mots ni dans les actes ; pas de retenue, ni réalisme ni expérience pour freiner les oppositions, les amendements défendus contre toute raison, les incidents astucieux érigés en faits d'armes... Je ne résiste pas au plaisir de le citer *in extenso* dans l'une de ces saillies fameuses : « Ainsi immunisé contre toute obligation d'avoir à se montrer sérieux, le député de l'opposition peut jouir l'esprit libre de sa situation privilégiée. C'est décontracté qu'il arrive au Palais-Bourbon, distrait qu'il siège en commission, gourmand qu'il pénètre en séance. Une fois pour toutes, il estime que son seul devoir est la critique, aussi virulente que possible, à laquelle il emploiera joyeusement toutes ses ressources, y compris la mauvaise foi dont les pires manifestations ne sont pas vécues comme un vilain procédé mais comme une bonne farce. »

Nous voici donc revenus des charmes captieux de cette opposition jouisseuse et roublarde ; nous voilà

une opposition désormais responsable de ses actes, des amendements déposés, des lois repoussées et, par-dessus tout, des motions de censure qu'elle présente, qu'elle vote ou ne vote pas. Une opposition qui tient entre ses mains une loi, un budget, un gouvernement. Mais qui ne craint ni le conflit, ni le retour aux urnes, ni l'exercice du pouvoir, encore moins la recherche du compromis vrai. Un compromis qui ne nie pas le dissensus, ne solde pas le désaccord, ne fabrique pas une majorité artificielle. Une opposition républicaine, dans un moment inédit où voici la démocratie menacée par ses ennemis mortels, dont les choix engagent à nouveau l'identité morale des socialistes. Je le dis sans excès, parlant d'une circonscription socialiste depuis 1978, désormais menacée, comme tant d'autres, par la marée montante de l'extrême droite. 9 % au premier tour des élections législatives en 2017, 18 % en 2022, 34 % en 2024. Fracturée, divisée, inquiète, la France présente tous les symptômes d'un pays qui ne s'aime plus. Jamais elle n'aura autant eu besoin de se parler, de se recoudre. Ses représentants en sont-ils seulement capables ? Dans les villages de ma petite Chalosse au cœur des Landes, sur ses marchés comme dans les rues de Paris, on m'interpelle. Doublement. Paradoxalement : « Débarrassez-vous de Macron et de sa politique ! » ; « Entendez-vous à l'Assemblée ! ». Vaste programme...

1. Guy Carcassonne, « Le bonheur de l'opposition », *Pouvoirs*, n°106, janvier 2004.

# 13 décembre 2024

En nommant à Matignon François Bayrou, le premier des macronistes, et en refusant obstinément à la gauche, qui le revendiquait légitimement, l'exercice du pouvoir, le président de la République a pris le risque d'aggraver la crise politique et institutionnelle qu'il avait lui-même ouverte par la dissolution. Le mal n'est pas que le pouvoir lui échappe ; le mal, c'est qu'il refuse de l'accepter. Autant le dire, il ne nous aura été ni facile ni naturel de négocier avec celles et ceux que nous combattons depuis huit ans et auxquels j'avais pour ma part refusé la confiance dès juin 2017. Mais c'était là le devoir des socialistes dans une époque qui gronde et qui grince, et nous prenions à la table des négociations, sans en mesurer totalement la valeur – elle est immense pourtant –, la place d'une extrême droite vociférante et menteuse. J'interpellais alors le Premier ministre : « Tout ce que vous ne consentirez pas aujourd'hui et demain à la gauche pour bâtir la stabilité dans la justice qu'elle appelle de ses vœux, dans le cadre des négociations que nous avons acceptées, vous finirez par le consentir à l'extrême droite sur d'autres terrains, au prix de la mise en cause de valeurs qui nous sont communes. » L'enjeu était aussi là : eux ou nous. La République ou son contraire.

J'en ai acquis la conviction après avoir affronté bien des doutes, surmonté bien des questions : les socialistes font leur devoir et sont à leur place quand ils demeurent fidèles au contrat qui les lie aux électeurs qui espèrent de la gauche un changement dans leur

vie. Aux classes populaires qui ont bien conscience de leurs intérêts. Qui ne peuvent se payer le luxe d'attendre la délivrance d'une hypothétique nouvelle élection. Qui préfèrent l'action, même imparfaite, au verbe, s'il est impuissant. Et qui savent qu'un pas en avant vaut mieux que mille programmes. Les socialistes sont à leur place quand ils se rangent du côté des vies difficiles qui ont dit leur colère et leur refus d'une politique qui ne se préoccupe pas d'eux. Nous n'avons eu, comme parlementaires socialistes, qu'une obsession : être immédiatement utiles à cette majorité introuvable dans l'hémicycle, mais qui existe bien dans notre pays, la majorité de celles et de ceux qui se désespèrent de leurs conditions de travail, de leur salaire, de leurs factures, de leur santé, de leur sécurité, de leur retraite, pour leurs enfants, de leurs libertés individuelles comme de l'avenir de la planète. Nous nous sommes assignés quelques principes simples dont nous ne nous sommes jamais départis dans les négociations souvent âpres que nous avons eues avec les gouvernements successifs : épargner les Français qui n'ont que leur force de travail pour vivre des efforts d'économie et soutenir leur pouvoir d'achat, mettre à contribution les grandes fortunes et les hauts patrimoines qui sont depuis trop longtemps les passagers clandestins de la solidarité nationale, réduire les déficits sans écraser les existences, suspendre la réforme des retraites, injustice sociale et brutalité démocratique.

## « Moi aussi, je suis pour qu'on s'aime, mais on fait comment ? »

Je n'ai rencontré François Bayrou qu'une seule fois : j'étais en seconde au lycée Louis-Barthou de Pau, lui était ministre de l'Éducation nationale. Une photo dans *La République des Pyrénées* avait immortalisé la rencontre. Nous voici trente-cinq ans plus tard dans son bureau de l'hôtel de Matignon avec Patrick Kanner et Olivier Faure. Le feu est allumé dans la cheminée – un caprice paraît-il, l'âtre n'était plus utilisé depuis des décennies. Il est seul, manifestement dans le bonheur gourmand de celui qui est enfin accompli dans son ascension. Il se dit qu'il s'est imposé au chef de l'État... Il parle, il palabre un peu, dessinant à gros traits une fresque politico-historique, plaçant chaque force politique sur un échiquier imaginaire ; il achève ce qui a tout d'un cours par cette sentence définitive : « Tout ce qui a été fait de grand l'a été dans une alliance entre les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates ! » Silence un peu gêné que je romps d'une réplique hasardeuse : « Moi aussi, je suis pour qu'on s'aime, mais on fait comment ? »

Il faut bien l'admettre, nul parmi nous n'est capable de dire ce qu'est un compromis, ni comme objet, ni comme processus. Moins encore le nouveau Premier ministre, qui n'a pas la moindre idée de comment s'aimer ; il ne suffit pas d'être centriste pour être central. On tient le compromis par tradition – par culture autant que par inculture – en suspicion et chacun s'interroge à sa façon. Et si la « culture de gouvernement » se confondait avec celle de la trahison ? Et si négocier, c'était renoncer à ses espérances révolutionnaires ? Le compromis, commencement de la capitulation pour les uns, de la trahison pour les autres. La V<sup>e</sup> République est passée par là pour, il faut le dire, en achever le goût. L'élection présidentielle, le fait majoritaire, le mode de scrutin, les armes tranchantes du parlementarisme rationalisé transformant l'Assemblée en chambre d'enregistrement... La présidentialisation outrancière du régime additionnée

au fait majoritaire a depuis longtemps marginalisé le compromis parlementaire, incontournable dans tant d'autres démocraties modernes. Aujourd'hui, débattre, c'est combattre, quitte à ne viser qu'une victoire éphémère dans un affrontement passionné. Le changement n'advient en définitive que dans l'alternance ou dans le conflit...

Pourtant, lorsque le compromis est le fruit d'un rapport de force et non une désespérante moyenne en tout, il n'a rien d'une trahison des principes ou d'une capitulation déguisée. Au contraire, c'est dans le renoncement à engager le rapport de force, dans la fausse promesse du « tout ou rien », que se niche la vraie capitulation. Le « tout ou rien », ce jumeau maléfique du « eux et nous » et d'une vision agonistique de la politique consubstantielle du populisme. Nous la laissons à d'autres. Le compromis n'est pas la fin de la politique comme espace de débat et de transformation. Il n'en est pas non plus et nécessairement la part maudite. Il peut en être l'exact inverse : le Parlement ne cesse pas d'être un espace de débat, de contestation et même de conflit, il en devient au contraire le cœur dans ce moment inédit où le pouvoir a quitté l'Élysée pour se loger au Palais-Bourbon. Pour nous, les choses sont claires. Nous devons cette clarté à nos électeurs. Nous demeurons dans l'opposition et nous ne sommes pas à la recherche d'une coalition nouvelle, ni de nouvelles alliances. La démocratie n'est pas un état, c'est une pratique, c'est un rapport de force institué. En cela, la recherche de majorité texte par texte, la construction souvent difficile, parfois introuvable, de compromis, aura été la plus forte des contestations du macronisme entre deux élections.

Avouons-le, tout est apprentissage aux premières heures de la recherche de cet accord de non-censure dont nul ne sait ce qu'il pourrait être, moins encore ce qu'il sera et qui a tout de l'objet politique non identifié. Il faut affronter l'hostilité plus ou moins affirmée

d'une partie de la gauche, le scepticisme de militants socialistes sincères jusqu'aux députés qu'il faut convaincre, l'obstination du camp présidentiel et de ses épigones à défendre une politique qui a échoué et nous a conduits dans l'impasse, l'impatience et l'exaspération des Français qui nous le disent sans ménagement. Les réunions techniques succèdent aux rendez-vous politiques, d'abord avec les écologistes et les communistes, puis seuls. La méfiance est patente, les discussions ne tiennent souvent qu'à un fil. Les ministres avancent sans trop s'avancer, nous négocions sans trop savoir nos marges, tandis que, chose baroque, nous sommes discrètement appelés par quelques ministres qui, toute honte bue, comptent sur nous pour défendre leur budget, ici le logement, là l'environnement... Nous voici en quelque sorte dans une curieuse et très imparfaite cohabitation inversée. Bercy, Ségur, Matignon... L'essentiel des discussions a été conduit par les ministres, aussi affables qu'ils sont orthodoxes et souvent en peine et en panne d'orientations politiques, en prise avec un insondable Premier ministre désireux de rendre les arbitrages sans jamais véritablement les rendre. À nos questions, il répond le plus souvent par un consternant et énigmatique : « J'ai pris mon risque en 2012 en soutenant Hollande ; j'ai tout perdu ; à votre tour. » Nous en sommes donc là ? Au bout d'une vieille aigreur et d'un désir froid de vengeance ? Le 16 janvier 2025, nous finirons par écrire nous-mêmes, noir sur blanc, la liste de nos exigences, obtenant au passage un « conclave » sur la réforme des retraites duquel jamais aucune fumée blanche ne s'échappera, sous les efforts de sape conjugués d'un Medef intransigeant et d'un Premier ministre sabordant lui-même un retour au dialogue social qu'il avait promis sans tabou et sans limites, avant de lui refuser de débattre de l'essentiel : l'âge légal de départ...

L'été fut silencieux, ce fut dit, chacun le sait. Jamais le Premier ministre ne prit ni le temps, ni la peine de nous joindre, nous l'opposition qui avait permis à la France d'avoir un budget, nous l'opposition qui avions pris notre risque. Nous étions en vacances, prétextera-t-il. La vérité est plus simple, entre la polémique sur la « submersion migratoire » et « l'affaire Bétharram », jamais depuis février le téléphone n'avait plus sonné. De la friture sur la ligne et beaucoup de temps perdu...

Le 8 septembre 2025, nous voici convoqués à un rendez-vous que nous n'avons ni souhaité ni organisé. Un rendez-vous baroque, celui d'un vote de confiance esquivé huit mois plus tôt et désormais mis à l'ordre du jour pour répondre à la question de savoir, selon les mots de François Bayrou : « Si oui ou non, nous sommes d'accord pour reconnaître qu'il y a urgence à rééquilibrer nos comptes publics et à échapper [...] à la malédiction du surendettement ? » ; et celui-ci de poser le plus brutal et le plus injuste des budgets comme un acte de courage et un panache blanc auquel se rallier. Orateur du groupe socialiste à l'occasion de ce vote de confiance dont chacun connaît l'issue, j'ai eu des propos durs, je sais qu'ils ont pu heurter, mais je les crois justes dans la bouche du président d'un groupe d'opposition qui a pris son risque politique au nom de l'intérêt général et assumé ses responsabilités dans un moment grave : « Monsieur le Premier ministre, vous ne ferez pas aujourd'hui de votre défaite une victoire, de l'absurde un haut fait, du vide politique l'étoffe d'un destin. Non, vous soumettre à ce vote n'est pas un acte de courage, c'est une dérobade, que dis-je, une pantalonnade ! Face à l'adversité, vous vous résignez. Face à la difficulté, vous reculez. Face à la responsabilité, vous vous effacez. Dans le grand silence de l'été, nous pensions que vous prépariez le budget : en réalité, vous prépariez votre sortie. »

## « Il faut que ça vous fasse mal »

J'avais achevé mon intervention par une bravache adressée au président de la République, clin d'œil à l'obscur affaire Benalla : « Nous sommes prêts : qu'il vienne nous chercher ! » Une fois encore, en renversant le gouvernement, les socialistes prenaient, sans illusion, la responsabilité d'affirmer qu'ils étaient prêts, avec la gauche et les écologistes, à gouverner. La situation était épouvantable, tant sur le plan budgétaire que politique, et nous savions d'avance les compromis que nous aurions à faire avec nos propres propositions et sans doute les décisions difficiles auxquelles il nous faudrait consentir. Certains se demandaient même s'il nous fallait accepter Matignon ou laisser aux macronistes le soin de gérer les finances publiques qu'ils avaient si profondément détériorées. « Tu casses, tu ré pares », comme dit l'autre, et nous n'étions pas ceux qui avions cassé.

Dans cette époque qui me paraît être celle du doute sur nos certitudes d'hier, Lionel Jospin, tout en délicatesse et en discrétion, s'enquêrait régulièrement de la situation. Je dois dire que je me suis toujours trouvé rasséréiné par ces échanges, posés et pesés, toujours bienveillants. Il était de ceux qui s'inquiétaient sincèrement, parce qu'il avait le souci de la France, des conséquences d'une instabilité gouvernementale dans un contexte international lui-même d'une grande instabilité. Même si nous n'ignorons rien des conséquences politiques, économiques et sociales qu'elle peut impliquer, la stabilité politique et institutionnelle n'a pas pour nous de valeur intrinsèque, elle n'a de valeur que dans la recherche de plus de justice. Nous avons toujours cherché l'un et l'autre d'un même mouvement. L'une est la condition de l'autre, c'est-à-dire la base même d'un compromis possible. C'est ce que nous avons entrepris d'imaginer lors des universités d'été du Parti socialiste à Blois, comme base de négociation. La synthèse de nos propositions se prêtait bien à l'anaphore : pas le

travail, le capital ; pas les jours fériés, les héritiers ; pas le ruissellement, la redistribution ; pas les PME, les multinationales ; pas la récession, la relance.

« Il faut que ça vous fasse mal », la formule avait fait mouche autant qu'elle avait effarouché la macronie. Je l'avais glissée à Éric Lombard, groggy et consterné au pied de l'hémicycle, dans l'immédiate chute du gouvernement auquel il appartenait et pour lequel il n'avait pas imaginé une telle fin. Il faut dire qu'il avait appris, comme la totalité ou presque de son camp, la décision de François Bayrou de se soumettre à un vote de confiance en même temps que les Français. Mis devant le fait accompli dont il mesurait parfaitement et lucidement les implications. Lui qui avait été choisi parce qu'on lui prêtait de parler la langue des socialistes sera injustement remercié. Quant à la formule, elle ne disait rien d'autre, dans la négociation à laquelle nous demeurions prêts, que la nécessité d'accepter le changement qui avait été refusé aux Français après les élections législatives. Rien ne m'apparaissait alors plus délétère et plus dangereux que de laisser prospérer plus longtemps le sentiment parmi nos concitoyens que ceux qui gouvernent, même après une défaite électorale, ne tirent aucune leçon, aucun compte de leur vote et ne changent rien à une politique qu'ils réprouvent. Ce qui se jouait, ce n'était dès lors plus seulement une affaire de désaccord stratégique entre forces de gauche ou de ligne politique entre le centre, la droite et nous, c'était notre avenir comme régime politique, comme démocratie. Oui, les Français à travers nous, l'opposition, attendaient des victoires symboliques qui ne pouvaient être que des défaites, même incomplètes, de la macronie. Celle-ci allait devoir se faire violence et l'accepter. La démocratie ne meurt pas de mouvement, mais d'immobilité, nous étions décidés à la réveiller.

## Septembre 2025

Le ministère Lecornu avait commencé, il faut bien le dire, comme un vaudeville. Un spectacle burlesque : celui d'un ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, à peine nommé sabordant son propre gouvernement dans un tweet aussi dérisoire qu'orgueilleux ; celui d'un ancien Premier ministre, Édouard Philippe, appelant à la démission d'un président qu'il a pourtant servi ; celui d'un chef de parti présidentiel, Gabriel Attal, dont l'intérêt bien compris est de « ne plus comprendre » le président et ses choix. La mission de Sébastien Lecornu à peine terminée, la voici qui reprend.

Je crois qu'il a, à cet instant, la parfaite conscience de ce qui se joue pour le pays. L'homme est intelligent et habile, et nul doute qu'il a le sens politique et la compréhension de la situation qui a manqué à ses deux prédécesseurs. Il nous jauge, nous, les « tombeurs des ministères ». Dans les discussions, il paraît avancer par touches. On pourrait croire qu'il hésite, mais non : il écoute. Il nous reçoit d'abord seul à l'hôtel de Brienne, entouré de ses conseillers, puis à Matignon flanqué de sa ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, inoxydable, attentive, ferme sur le cap. Battue en 2022 aux élections législatives par Jérôme Guedj, les voici de nouveau engagés l'un et l'autre dans les négociations budgétaires.

« Je proposerai au Parlement, dès cet automne, que nous suspendions la réforme de 2023 sur les retraites jusqu'à l'élection présidentielle » : les mots prononcés par le Premier ministre dans sa déclaration de politique générale le 14 octobre avaient été négociés, c'était un minimum affiché comme tel par le bureau national du Parti socialiste, mais cela donnait le signal de l'entrée en discussion et de la non-censure a priori. Une sorte de gage de bonne foi d'un gouvernement qui, en dépit des premiers échanges, n'avait rien esquissé d'un accord avec nous. Il faut dire que le Premier ministre lui-même paraissait bien en peine d'en nouer un avec le « bloc central » censé consti-

tuer sa majorité toute relative. Un bloc qui n'a rien d'un bloc, partagé entre participation sans soutien et soutien sans participation. Il nous fallait à nous, socialistes, remporter une victoire qui « fasse mal » et ébranle un totem de la macronie. Ça sera la suspension de la réforme des retraites pour 3,5 millions de Français qui attendaient un signe, un acte, montrant qu'ils avaient été entendus dans leur désir de changement, comme un commencement de réparation aussi à l'égard de ce qu'ils avaient vécu comme une brutalité démocratique et sociale. Il n'y a dans cette question des retraites ni obsession, ni aveuglement de notre part, mais la conviction qu'une réforme adoptée dans l'indifférence de manifestations millionnaires par les rues, dans le mépris d'un front syndical uni contre elle et dans la brutalisation d'un Parlement sans majorité pour la soutenir, ne peut qu'abîmer durablement la démocratie et aggraver la perte de confiance des citoyens dans leurs représentants. La V<sup>e</sup> République a ceci de singulier et de singulièrement inquiétant qu'elle est devenue au fil des décennies une forme de démocratie dans laquelle la volonté d'une minorité d'électeurs prédomine, et parfois domine, en raison d'un système électoral déséquilibré et disproportionné...

Je répondais ainsi au Premier ministre : « Dans ce moment grave, les députés du groupe Socialistes et apparentés assument de ne pas vouloir livrer sans combat ici, dans l'hémicycle, la République à ses ennemis mortels ; ils assument de croire encore que le débat parlementaire entre forces républicaines est possible et qu'il peut changer la vie. En effet, je ne connais pas d'autres remèdes contre l'extrême droite et contre le fascisme que la justice, la République sociale, la reconnaissance de la valeur du travail, l'égalité dignité, l'école publique et la solidarité nationale. Je vous cite, monsieur le Premier ministre : "Ou bien la politique sert à quelque chose, [...] ou bien [...] la déception se répand autant que l'impuissance." Je vous prends au mot. »

Si ceux qui gouvernent, en effet, refusent de partager le pouvoir et n'écoutent pas, si ceux qui s'opposent loyalement, qui négocient sincèrement, en républicains authentiques, n'obtiennent rien, alors c'est la démocratie elle-même qui s'en trouve emportée. Les Français, dès lors, seraient, sinon fondés, à tout le moins tentés, non seulement de changer de majorité, mais aussi de changer de régime. Une fois encore, nous assumions un pari républicain fait d'incertitudes, de pièges et d'obstacles, celui du bien commun, celui du débat parlementaire, celui du compromis au bénéfice des Français et dans l'intérêt du pays. Toute autre perspective, le retour aux urnes

notamment, n'était que la promesse d'un chaos supplémentaire, d'un affaiblissement plus grand face aux forces de l'extrême droite, un grand mensonge sous le faux prétexte du faux courage, de la fausse vertu, de la fausse fidélité à un programme qui n'avait pas trouvé sa majorité par ailleurs et dont la mise en œuvre aurait appelé elle-même la recherche du compromis. Nous avions la conviction, sans certitude d'y parvenir, qu'il nous fallait faire la démonstration qu'il n'était pas nécessaire de voter pour le RN pour faire reculer le gouvernement et ébranler, toujours trop peu, le macronisme.

# Ferme sans être fermé

L'annonce par le Premier ministre de l'abandon du 49.3 était l'autre novation institutionnelle ou l'autre pari politique de la période, présenté comme un acte de confiance dans le Parlement, une façon aussi de « mettre la responsabilité sous la gorge » des parlementaires. La demande, largement partagée à gauche, en avait été formulée par les socialistes, sans, je le crois, en mesurer totalement les implications ; peut-être par excès de confiance avions-nous cru en une maturité politique nouvelle et spontanée et fait du renoncement au 49.3 sa condition de possibilité ? J'avais pour ma part des doutes et nous n'avions délibérément pas évoqué ce point à Blois, à la fin du mois d'août 2025, lors de l'université de rentrée du Parti socialiste durant laquelle nous avons présenté nos grandes priorités budgétaires. Fondé sur le plan politique, stimulant sur le plan intellectuel, l'abandon du 49.3 se révélera assez inopérant sur le plan pratique. Les eaux mêlées du RN et de La France insoumise (LFI) déterminés, chacun de son côté, à ne rien proposer et à ne rien accepter, les hésitations légitimes des écologistes pris entre la culture du compromis et celle de la radicalité, les divisions et les sous-divisions du bloc central tiraillé entre des fidélités contradictoires, la somme des députés enfermés dans l'étroit espace de leurs certitudes et l'atavisme de leurs pratiques, tout cela aura contribué à rendre incertaine et difficile la recherche du compromis.

Jamais nous n'aurons tout à fait su ni pu émanciper l'Assemblée nationale du gouvernement, et, disons-le, jamais ou presque le compromis ne se noua totalement dans le débat parlementaire lui-même, donnant le sentiment de discussions de coursives et de couloirs. Chacun, en effet, paraissait attendre de savoir sans savoir ce qui était acceptable et ce qui ne l'était pas, avant de découvrir ce qui était accepté et ce qui ne l'était pas. Les différentes composantes du

bloc central paraissaient étrangères les unes aux autres, ne se parlant pas, s'écoutant peu et ne s'appréciant guère. Aux marges de ce grand tout, le MoDem prêt au compromis et les Républicains contraints d'y céder. Au centre, Horizons et Renaissance, les héritiers chimiquement purs d'un macronisme finissant, préférant désertier les bancs de l'hémicycle que de mettre en cause l'héritage. Ceux-là iront chercher leurs instructions à Matignon – car après tout Sébastien Lecornu n'est-il pas le chef de cette majorité et celui qui détermine et conduit la politique de la nation ? –, sans en avoir l'air, pas mécontents d'être brutalisés plutôt que de devoir être courageux. Au bilan, l'Assemblée nationale n'aura pas été tout à fait le lieu espéré où la souveraineté populaire se donne à voir à travers ses représentants et je ne suis pas certain d'avoir vécu « le moment le plus parlementaire de la V<sup>e</sup> République ». Peut-être qu'il n'était tout simplement pas possible de faire vivre le cerveau de la V<sup>e</sup> République dans le corps de la IV<sup>e</sup> ? Peut-être l'habitus bonapartiste des Français et de leur représentant est-il trop profondément ancré ? Peut-être, finalement, que « nous sommes tous présidentielistes » pour reprendre les mots volontairement provocateurs de Bastien François<sup>1</sup>, contempteur fameux de la V<sup>e</sup> République.

Tout imparfait et contestable que soit ce budget, qui n'est celui de personne, mais néanmoins celui de la France, je crois pouvoir dire que les socialistes ont fait œuvre utile. Les lois de finances et de financement de la Sécurité sociale n'ont plus grand-chose de commun avec le « musée des horreurs » posé par François Bayrou sur le bureau de son successeur et soumis à l'examen de l'Assemblée. Rien n'a été simple, souvent cela a été rugueux, et parfois douloureux, comme de nous heurter au mur du refus de taxer plus et mieux les très grands patrimoines. Les

1. Cité par Mathieu Dejean : « La VI<sup>e</sup> République pour éliminer les maux du présidentielisme », Mediapart, 14 novembre 2025.

socialistes et les écologistes l'auront mis au cœur du débat public. La taxe Zucman n'était pas un caprice, mais une nécessité. Pas seulement parce qu'elle est juste sur le plan fiscal, mais parce qu'elle est nécessaire sur le plan démocratique. Comment justifier qu'il demeure des passagers clandestins de la solidarité nationale à l'heure où les Français dans leur ensemble sont appelés à faire des efforts ? Je dois dire à cet égard que l'initiative du Medef, se comportant comme une bande organisée d'oligarques, consistant à monter à l'assaut de nos arguments et de nos projets par des « kits » envoyés dans nos circonscriptions, tout en refusant, comme le fit Patrick Martin, le débat télévisé face aux Français que je lui avais proposé, m'a fait honte. Je sais qu'elle fut partagée par un grand nombre de chefs d'entreprise qui ne se sentaient pas représentés.

Il a fallu tenir parfois l'unité d'un groupe avec ses personnalités, ses sensibilités, ses doutes, son histoire, ses contradictions aussi, un groupe partagé entre ceux qui étaient prêts à la censure quoi qu'il en coûte et ceux qui, à l'inverse, plaidaient la stabilité quoi qu'on obtienne. Je connais la valeur et la force d'un collectif uni dans ses combats et soudé dans ses décisions, comme je sais qu'une poignée de frondeurs suffit à faire pencher un vote dans l'hémicycle. Avec mes collègues, j'ai mis dans cette unité beaucoup d'énergie et de conviction avec quelques règles simples : tout dire dans le huis clos des réunions de groupe de nos échanges avec le gouvernement, de nos rendez-vous, sans en cacher aucun, et donner à chacun la certitude que nous irions au plus loin de nos exigences. Sans doute est-ce pour cela que le Premier ministre m'affubla auprès de la presse du sobriquet de « socialiste radicalisé ». Je n'ai, en effet, jamais cessé de me battre, comptant, avec Olivier Faure et Patrick Kanner, sur la pugnacité, l'intelligence et l'habileté de nos quatre négociateurs, Estelle Mercier, Philippe Brun, Sandrine Runel et Jérôme Guedj, sagaces et endurants. D'exiger toujours plus, de me tenir dans l'opposition, sans complaisance et sans connivence, sans jamais renoncer à la recherche du compromis pour autant et, je le crois, en tenant mes engagements envers tous : envers mes électeurs des Landes d'abord, auprès desquels je puise la source de mon engagement, ne renonçant jamais à leur épargner les souffrances d'un budget

injuste, envers mes collègues députés pour demeurer unis dans l'exigence et la responsabilité, envers le Premier ministre, enfin, dès lors qu'un compromis était trouvé.

Ferme sans être fermé. Ferme sur le fond, comme lorsqu'il s'est agi de négocier la suppression complète de l'année blanche, que nous tenions pour notre « ligne rouge », ou d'obtenir une mesure pour le pouvoir d'achat des Français ; ferme sur la forme, lorsqu'il a été nécessaire de m'opposer avec force à l'adoption du budget par ordonnance – hypothèse dont j'avais appris incidemment l'existence –, c'est-à-dire sur la base du projet initial du gouvernement et sans vote du Parlement, en renvoyant à une très hypothétique loi future les compromis budgétaires. J'avais dû rappeler au Premier ministre qu'en dépit de la pluralité de ses interlocuteurs officiels ou officieux, il n'y avait qu'un président de groupe, tenant son mandat de ses collègues. S'agissait-il, pour lui, pour d'autres, d'éviter de se dédire sur l'abandon du 49.3 ? Il avait plaidé le malentendu, j'avais feint de le croire. Le recours aux ordonnances aurait été un précédent démocratique dangereux, alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, et un pari politique aventureux, de notre point de vue, consistant à lâcher la proie pour l'ombre. J'y étais totalement opposé, comme l'écrasante majorité des députés socialistes qui m'avaient donné mandat de dire notre opposition. Passer outre aurait inmanquablement conduit à la censure, à la chute du gouvernement, à la dissolution peut-être...

Je serais bien incapable, à cette heure, de dire quel bénéfice politique les socialistes ont pu ou pourraient tirer de cette année singulière, s'il nous en a coûté à l'inverse, si notre isolement au sein des partis de gauche aura été ponctuel ou sera définitif, si c'est là le nœud de la « clarification » que certains réclament, si les municipales auront mis ces négociations au débit ou au crédit des socialistes. Quant au dernier budget avant 2027, nous autorisera-t-il des négociations sincères ? J'en doute, nous verrons. J'ai l'intime conviction que nous avons été à notre place dans l'exercice de l'opposition. Et qu'il importe qu'elle ait été souvent inconfortable, qu'il importe qu'elle ait été sous le feu croisé, d'un côté, d'une extrême droite impatiente et menteuse, et, de l'autre, sous celui des contempteurs du compromis républicain, trop occupés

à toujours faire « feu sur Léon Blum, feu sur les ours savants de la social-démocratie<sup>1</sup> », pour reprendre les mots d'Aragon. Pour ceux-là, gouverner, c'est trahir, même lorsqu'on ne gouverne pas. Les socialistes sont à leur place quand ils convertissent l'alerte en

perspective et la critique en action. « Oui, comme le disait Jaurès, il nous plaît que notre parti ne soit pas composé de ces éternels impuissants qui critiquent, chicanent, disputent et jamais n'agissent et combattent toujours trop tard. »

1. Louis Aragon, « Le Front rouge », dans *Littérature de la Révolution mondiale* (édition française), n°1, 1<sup>er</sup> juillet 1931.

## Et demain ?

Nous devons formuler l'hypothèse raisonnable que nous ne connaissons peut-être plus jamais d'Assemblée majoritaire, que le paysage politique restera durablement fractionné et qu'il nous faudra, au long cours et *a minima*, faire de la recherche de majorités texte par texte une méthode de gouvernement ou un mode d'exercice de l'opposition, à moins que nous ne trouvions dans la négociation d'accords de gouvernement ou de contrat de législature un chemin nouveau pour gouverner. Les backbenchers (les membres du Parlement britannique sans responsabilité particulière) et autres passagers clandestins de l'hémicycle ne pourront pas sans conséquences pour la démocratie abandonner à quelques-uns la responsabilité de composer. Il nous faudra, sans esquivance, devenir les parlementaires adultes que l'époque appelle. Si nous ne le faisons pas, alors nous donnerons à nos électeurs quelques raisons de croire, avec Proudhon, que le suffrage universel est « le moyen le plus sûr de faire mentir le peuple<sup>1</sup> ».

Pour ceux qui, à gauche, espèrent et attendent d'une VI<sup>e</sup> République parlementaire un réenchâtement démocratique avant la chute finale du grand cadavre à la renverse, et croient, sans pratiquer encore, aux vertus d'une réelle délibération représentative, c'est une révolution dans les têtes qu'il nous faudra accomplir. Rompre avec ce que Bastien François<sup>2</sup> considère comme une « Constitution mentale » plus forte que la Constitution elle-même, nourrie de décennies de pratique et qui a fini par nous convaincre, à tort, que le président de la République devait gouverner. L'année écoulée a fait la démonstration, certes imparfaite, du contraire. Il est temps de rompre avec ce présidentielisme épuisé, qui, pourtant, n'en finit pas de nous aimer, de nous obséder, mais aussi de nous assécher à gauche. En novembre 2024, dans

*En permanence*<sup>3</sup>, j'invitais à ne pas « perdre trop de temps dans la quête d'un "chef incontestable" que la gauche ne s'est jamais donné, méfiante qu'elle fut dans sa longue histoire des formes de charisme traditionnel fondé sur l'autorité d'un seul et préférant toujours le chemin du collectif ». Je n'ai pas changé d'avis, mais j'y ajoute dans l'instant la primauté, ou à tout le moins la nécessité, d'un investissement particulier dans l'élection législative, qui ne peut plus être simplement pensée comme le troisième tour de l'élection présidentielle, mais comme un moment pour partie autonome, fédératif pour la gauche autour des idées, d'un projet, d'une équipe et d'un mode renouvelé d'exercice du pouvoir. Dans les négociations à venir dans la perspective de 2027, il nous faut inverser le calendrier électoral : du contrat de législature d'une gauche plurielle naîtra le chemin d'une candidature commune. Pas l'inverse.

J'ai la conviction que cette révolution a une mèche. Cette mèche, c'est le scrutin proportionnel. Plus représentatif, consacrant un gouvernement issu d'une majorité parlementaire négociée, il légitime et porte en lui la nécessité du compromis et en fait même une forme d'éthique démocratique, c'est-à-dire de sagesse pratique qui permet de vivre ensemble malgré nos différences, pour reprendre les analyses de Paul Ricœur. N'est-ce pas là l'impérieuse urgence dans une époque dans laquelle chacun paraît défendre sa colère et où nous cherchons chaque jour des raisons de vivre encore ensemble ? Nous ne pouvons plus continuer d'organiser une compétition politiquement et exclusivement bipolaire quand la société, elle, devient de plus en plus plurielle et diverse. L'enjeu relève, d'évidence, d'une urgence démocratique. Je crois, alors que l'extrême droite menace de l'emporter à la loyale et de retourner la démocratie en son

1. Pierre-Joseph Proudhon, *La Démocratie*, 26 mars 1848.

2. Cité par Mathieu Dejean : « La VI<sup>e</sup> République pour éliminer les maux du présidentielisme », art. cité, 2025.

3. Boris Vallaud, *En permanence. Ces vies que je fais mienne*, Paris, Odile Jacob, 2024.

contraire, à la possibilité d'une expérience et d'une culture proprement française du compromis et à un nouvel âge du parlementarisme, qui rétablirait l'équilibre organique entre le Parlement et le gouvernement, entre le président et le Premier ministre aussi, et qui n'aurait pas à se regarder honteux au miroir de ce qu'ont accompli de grand la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République et de leurs lois immortelles. Bien sûr, il ne faut pas abandonner la dénonciation pratique de la V<sup>e</sup> République, ni jamais cesser d'espérer la VI<sup>e</sup> République, mais il y a urgence : la démocratie de la modération institutionnelle est aujourd'hui plus que jamais menacée par sa rivale embusquée : la démocratie autoritaire.

La période singulière que nous venons de vivre doit servir de déclic, la clepsydre se vide : il est temps de refonder une démocratie vivante. La monarchie présidentielle porte en elle tous les réflexes illibéraux, dans une période qui l'espère et l'appelle. Si les débats sur la déprésidentialisation du régime, le rééquilibrage des pouvoirs en faveur du Parlement et d'un Premier ministre pleinement responsable devant lui, par la révision des articles 8<sup>1</sup> (nomination du Premier ministre) et 12<sup>2</sup> (pouvoir de dissolution) de la Constitution, ou encore l'institutionnalisation d'une participation citoyenne régulière ont été largement explorés, l'heure est désormais au passage à l'acte. Je continue de croire et de plaider pour un régime authentiquement primo-ministériel. Au pouvoir de dissolution confié au Premier ministre

pour réguler les majorités répondrait la possibilité, comme en Allemagne, d'une motion de censure constructive.

Aucun régime parlementaire ne garantira à lui seul une immunité durable contre les dérives autoritaires, mais il est raisonnable de penser qu'il peut réenchâter, au moins provisoirement, l'exercice du pouvoir et donner la force nécessaire aux grandes transformations qui s'imposent à nous. L'exemple de la Nouvelle-Zélande depuis 1996 montre les effets bénéfiques et les transformations culturelles issues d'un changement de mode de scrutin : renforcement du Parlement, ralentissement de la production législative, recherche plus systématique du compromis. Une chose m'apparaît certaine : sans démocratie réelle, la souveraineté tourne à l'arbitraire ou à l'impuissance. « La fin du politique, disait Jean Baudrillard, c'est la perte de souveraineté du sujet<sup>3</sup>. » Or la défiance est là, partout massive, et l'on avance sur un fil. Seule une démocratie exigeante, capable d'embrasser la complexité du pays, de trancher par la délibération, de construire un destin commun plutôt que de cultiver les colères, en un mot de retrouver le peuple, peut nous sortir de l'ornière. Le nœud est dans ce Parlement, outragé, brisé, martyrisé, mais qui peut, demain, être libéré par lui-même ! Voilà la clé : représentation renforcée, participation active, dialogue social relancé. L'alternative est connue, elle sonne comme un cri sinistre : l'arbitraire ou l'impuissance. Le choix est net.

1. Article 8 : « Le président de la République nomme le Premier ministre. Il met fin à ses fonctions sur présentation de celui-ci de la démission du gouvernement. Sur proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement et met fin à leurs fonctions. »
2. Article 12 : « Le président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des Assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale. »
3. Entretien à France Culture, « Nuits magnétiques : la fin du politique », 28 mars 1980.

# Pour une démocratie du débat

La démocratie n'est pas un héritage, elle est un combat. Cette vérité, que chaque époque réécrit à sa manière, nous la portons aujourd'hui comme un fardeau et comme une promesse alors que tout est menace et que la V<sup>e</sup> République se meurt irrémédiablement, emportant avec elle les illusions d'un pouvoir vertical et les certitudes d'un temps révolu. Mais dans ses décombres, quelque chose est né : l'idée tenace que la politique, quand elle ose se confronter au réel, peut encore être l'art de rendre possible ce qui semble impossible.

Nous voici donc, socialistes, républicains, démocrates, à l'aube d'un temps où il nous faut réinventer l'exercice même du pouvoir. Non pas en renonçant à nos principes, mais en les incarnant dans l'action, même imparfaite, même contestée. Car l'opposition, quand elle est fidèle à son nom, ne se contente pas de dire « non » et de vociférer : elle propose, elle résiste, elle construit. Elle est ce lieu où la colère se transforme en projet, où le désespoir se mue en espérance. Nous, parlementaires socialistes, avons choisi de ne pas laisser la démocratie s'éteindre dans le silence des couloirs ou le vacarme des tribunes. Nous avons refusé le trop facile « à quoi bon ? ».

« Le peuple n'a pas besoin de tuteur ni de maître, il a besoin de guides honnêtes et intelligents qu'il s'est lui-même choisis. Le tort des hommes qui nous dirigent, c'est de ne pas croire à la possibilité de cette démocratie libérée<sup>1</sup> », disait Lamartine. Oui, la V<sup>e</sup> République se meurt, mais la VI<sup>e</sup> ne naîtra pas d'un coup de force ou d'un rêve constitutionnel : elle naîtra de notre capacité à faire vivre, ici et maintenant, une démocratie du débat, du respect et de l'action. Elle naîtra de notre refus de laisser le peuple orphelin de ses représentants, de notre obstination à chercher, texte après texte, majorité après majorité, les chemins d'une justice sociale et d'une dignité retrouvée.

« La République n'a pas besoin de martyrs, elle a besoin de vivants<sup>2</sup> », écrivait Jaurès. De vivants aujourd'hui pour poursuivre la réinvention de l'exercice de l'opposition sous ce ciel politique nouveau. De vivants demain – alors que se profile l'élection présidentielle la plus importante de notre histoire – pour transformer l'exercice de l'État !

1. Alphonse de Lamartine, discours du 4 juin 1843.

2. Discours à la Chambre des députés, 17 juin 1913.

# Table

## des matières

- 01 Ce grand cadavre à la renverse
- 02 9 juin 2024
- 03 5 septembre 2024
- 05 « Souvent nous aurons à y revenir »
- 07 « L'opposition, ça s'oppose »
- 08 13 décembre 2024
- 09 « Moi aussi, je suis pour qu'on s'aime, mais on fait comment ? »
- 11 « Il faut que ça vous fasse mal »
- 12 Septembre 2025
- 14 Ferme sans être fermé
- 17 Et demain ?
- 19 Pour une démocratie du débat

Reconnue d'utilité publique dès sa création, **la Fondation Jean-Jaurès** est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par **Jean-Marc Ayrault**.

Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation.

La collection des « Rapports », dirigée par **Laurent Cohen** et **Jérémie Peltier**, répond à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.

---

© Éditions Fondation Jean-Jaurès  
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

**[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)**

# POUR FAIRE VIVRE LE DÉBAT, **SOUTENEZ-NOUS !**

Pour poursuivre ses missions d'intérêt général, la Fondation Jean-Jaurès a besoin de votre soutien.

**Reconnue d'utilité publique depuis sa création en 1992, elle peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.**

## VOUS ÊTES UN PARTICULIER

Les dons des particuliers bénéficient d'une réduction d'impôts sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable, ou de 75 % de vos dons versés au titre de l'IFI dans la limite de 50 000 euros (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

*Par exemple, un don de 100 € revient à 34 € pour un particulier imposable.*

## VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

Les dons des personnes morales de droit privé assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 0,5 ‰ du chiffre d'affaires (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

*Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre participation aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.*

## COMMENT FAIRE UN LEGS ?

Avec la disposition testamentaire du legs, vous pouvez transmettre tout ou partie de votre patrimoine à la Fondation Jean-Jaurès.

Il faut rédiger un testament et le faire authentifier par un notaire. Tout ou partie des biens peuvent être légués, quels qu'ils soient (somme d'argent, titres, œuvres d'art, immeubles...). Il faut respecter la règle de la quotité disponible s'il y a des héritiers, ou, à défaut d'enfants, le conjoint a une réserve d'un quart du patrimoine ; si ce n'est pas le cas, les biens peuvent être légués en totalité.

# BULLETIN DE SOUTIEN



## Mon soutien à la Fondation Jean-Jaurès

- 20 euros     50 euros     100 euros     200 euros  
 500 euros     1 000 euros     Autre montant \_\_\_\_\_ euros

### Je choisis de faire un don :

- à titre personnel  
 au titre de la société suivante :

Destinataire du reçu fiscal : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

- Par chèque, à l'ordre de la **Fondation Jean-Jaurès**  
À renvoyer à : Fondation Jean-Jaurès, 12 Cité Malesherbes, 75009 Paris
- Par virement bancaire, daté du : \_\_\_\_\_  
au profit du compte Fondation Jean-Jaurès  
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0154 2120  
862 BIC : CCOPFRPPXXX

- Sur HelloAsso



## Derniers rapports et études :

06\_2026 : Actes anti-LGBTI+ en France : nommer, qualifier et mesurer pour agir  
Flora Bolter (coord.)

06\_2026 : La passion militante. Participation civique, investissement associatif, implication professionnelle  
Denis Maillard, Yves Pellicier

06\_2026 : Au cœur des centres commerciaux. Enquête sociologique  
Mirabelle Barbier, Marie Cheval, Jérôme Fourquet, Gaspard Jaboulay, Coline Sesini

05\_2026 : Pétition contre la loi Duplomb. Anatomie d'une mobilisation citoyenne  
Amandine Clavaud, Marie Gariazzo

05\_2026 : Cartes de France 2026 de l'accès aux soins. Soignants et patients face aux inégalités territoriales  
Collectif

04\_2026 : Une feuille de route pour intégrer l'IA au travail parlementaire  
Théo Bourgoïn-Verdier (coord.), Antoine Alibert, Jeanne Bouligny, Arthur Doré, Ariane Forgues

04\_2026 : Décentralisons la République. Renouer avec la fierté d'un modèle français  
Émilie Agnoux, Johan Theuret (coord.)

03\_2026 : Reconstruire un discours progressiste sur la nation  
Collectif

03\_2026 : Mon territoire. Ici et ailleurs, hier et demain  
François Miquet-Marty, Lucia Socias

03\_2026 : Dire et réfléchir l'injustice : la parole des Français  
Jacques Lévy

-  [fondationjeanjaures](#)
-  [@j\\_jaures](#)
-  [fondation-jean-jaures](#)
-  [www.youtube.com/c/FondationJeanJaures](http://www.youtube.com/c/FondationJeanJaures)
-  [fondationjeanjaures](#)
-  [fondationjeanjaures](#)
-  [fondationjjaures.bsky.social](#)
-  [bit.ly/4g6UANC](https://bit.ly/4g6UANC)

Abonnez-vous !



[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Fondation  
**Jean Jaurès**  
ÉDITIONS